

SELOR

BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[2017/205261]

Résultat de la sélection comparative de Gestionnaires de documentation Sécurité Juridique pour (m/f/x) (niveau C), francophones, pour le SPF Finances. — Numéro de sélection : AFG16229

Ladite sélection a été clôturée le 9/06/2017.

Le nombre de lauréats s'élève à 18.

La liste est valable 1 an.

SELOR

SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[2017/205261]

Resultaat van de vergelijkende selectie van Franstalige Documentatiebeheerders Rechtszekerheid (m/v/x) (niveau C), voor de FOD Financiën. — Selectienummer : AFG16229

Deze selectie werd afgesloten op 9/06/2017.

Er zijn 18 laureaten.

De lijst is 1 jaar geldig.

SELOR

BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[2017/205183]

Résultat de la sélection comparative d'Experts financier budget et comptabilité (m/f/x) (niveau B), francophones, pour le SPF Emploi, Travail et Concertation sociale. — Numéro de sélection : AFG17164

Ladite sélection a été clôturée le 27/09/2017.

Le nombre de lauréats s'élève à 5.

La liste est valable 1 an.

SELOR

SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[2017/205183]

Resultaat van de vergelijkende selectie van Franstalige Financieel experten boekhouding en begroting (m/v/x) (niveau B) voor de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal overleg. — Selectienummer : AFG17164

Deze selectie werd afgesloten op 27/09/2017 (datum PV).

Er zijn 5 laureaten.

De lijst is 1 jaar geldig.

SELOR

BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[2017/205220]

Résultat de la sélection comparative de E-auditeurs - Data Analysts (m/f/x) (niveau A1), néerlandophones, pour le SPF Finances. — Numéro de sélection : ANG17052

Ladite sélection a été clôturée le 22/06/2017.

Le nombre de lauréats s'élève à 16. La liste est valable 1 an.

En outre, une liste spécifique de 0 lauréats présentant un handicap est établie.

Cette liste est valable 4 ans.

SELOR

SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[2017/205220]

Resultaat van de vergelijkende selectie van Nederlandstalige E-Auditors - Data-analisten (m/v/x) (niveau A1) voor de FOD Financiën. — Selectienummer : ANG17052.

Deze selectie werd afgesloten op 22/06/2017.

Er zijn 16 laureaten. De lijst is 1 jaar geldig.

Er werd ook een bijzondere lijst opgesteld van de personen met een handicap. Hierbij zijn er 0 geslaagden.

Deze lijst is 4 jaar geldig.

SELOR

BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[2017/205184]

Résultat de la sélection comparative d'Experts financier budget et comptabilité (m/f/x) (niveau B), francophones, pour le SPF Emploi, Travail et Concertation sociale. — Numéro de sélection : ANG17155

Ladite sélection a été clôturée le 29/09/2017.

Le nombre de lauréats s'élève à 5.

La liste est valable 1 an.

SELOR

SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[2017/205184]

Resultaat van de vergelijkende selectie van Nederlandstalige Financieel experten boekhouding en begroting (m/v/x) (niveau B) voor de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg. — Selectienummer : ANG17155

Deze selectie werd afgesloten op 29/09/2017.

Er zijn 5 laureaten.

De lijst is 1 jaar geldig.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2017/31296]

Appel à projets dans le cadre du fonds « Asile, Migration et Intégration » 2014-2020 (fami) – fami-nr31 : Intégration

1. INTRODUCTION

Le FAMI est un Fonds que l'Union européenne a créé pour contribuer à la gestion efficace des flux migratoires ainsi qu'à la mise en œuvre, au renforcement et au développement de la politique commune en matière d'asile, de protection subsidiaire et de protection temporaire et de la politique commune en matière d'immigration, dans le plein respect des droits et principes consacrés dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (Règlement (UE) n° 516/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 portant création du Fonds « Asile, migration et intégration » modifiant la décision 2008/381/CE du Conseil et abrogeant les décisions n° 573/2007/CE et n° 575/2007/CE du Parlement européen et du Conseil et la décision 2007/435/CE du Conseil).

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2017/31296]

Projectoproep in het kader van het fonds voor asiel, migratie en integratie 2014-2020 (amif) - amif-nr31 : integratie

1. INTRODUCTIE

Het AMIF is een fonds dat de Europese Unie heeft ingesteld om bij te dragen tot het efficiënte beheer van de migratiestromen en tot de uitvoering, versterking en ontwikkeling van het gemeenschappelijk beleid inzake asiel, subsidiaire bescherming en tijdelijke bescherming, alsook het gemeenschappelijk immigratiebeleid, met volledige eerbiediging van de rechten en beginselen die in het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie zijn verankerd (Verordening (EU) Nr. 516/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 tot oprichting van het Fonds voor asiel, migratie en integratie, tot wijziging van Beschikking 2008/381/EG van de Raad en tot intrekking van Beschikkingen nr. 573/2007/EG en nr. 575/2007/EG van het Europees Parlement en de Raad en Beschikking 2007/435/EG van de Raad.).

Le FAMI a été mis en place pour la période de 2014 à 2020.

L'un des objectifs du Fonds est de promouvoir l'intégration effective des ressortissants de pays tiers.

2. CADRE GENERAL

La décision portant création du FAMI (Règlement 516/2014) fixe le cadre général de ce fonds et détermine le type d'actions qui entrent en considération en fonction du groupe cible visé.

Les dispositions générales (Règlement (UE) n° 514/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 portant dispositions générales applicables au Fonds « Asile, migration et intégration » et à l'instrument de soutien financier à la coopération policière, à la prévention et à la répression de la criminalité, ainsi qu'à la gestion des crises) fixent les règles financières et les autres règles que les promoteurs de projets doivent respecter.

Les objectifs stratégiques du FAMI sont définis au niveau européen. Chaque État membre a traduit ces objectifs dans des objectifs nationaux fixés dans un programme national pour l'ensemble de la période. Le programme national peut être consulté sur le site Internet de l'Autorité responsable (www.amif-isf.be).

Au niveau belge, le SPF Intérieur a été désigné comme Autorité responsable (AR) pour la gestion du FAMI.

Le SPF Intérieur collabore avec le SPP Intégration sociale, qui est responsable du suivi du contenu et de l'encadrement des projets fédéraux relevant du volet Intégration ainsi que de la diffusion des résultats des projets à tous les CPAS.

Depuis 1998, le gouvernement fédéral a élaboré une base légale pour une politique d'intégration horizontale et inclusive afin de se concentrer sur la simplification de l'accès à l'emploi des ressortissants de pays tiers, en mettant l'accent sur les entrées et sur la prévention des sorties sans qualification de l'enseignement ainsi que sur la prévention de la ségrégation dans certaines villes. Le niveau fédéral est responsable de l'intégration des personnes qui sont trop éloignées des services existants d'activation fournis par les Régions : l'accent est mis sur des personnes vulnérables à travers une aide sociale intensive offerte par les CPAS. De cette manière, nous pouvons répondre à leurs besoins spécifiques tout en cherchant à valoriser leurs points forts et leurs compétences.

3. APPEL A PROJETS

Cet appel à projets met à disposition des moyens prévus pour l'intégration. Les actions mises en place dans le cadre de cet appel favorisent l'intégration de primo-arrivants issus de pays tiers.

Le nombre de réfugiés reconnus faisant appel aux services des CPAS belges augmente. Dans la plupart des cas, ces personnes ont fui des zones de guerre et ont subi un parcours traumatisant. Afin de favoriser l'intégration de tous les primo-arrivants issus de pays tiers, y inclus ceux qui souffrent de problèmes psychosociaux, il est important de former les travailleurs sociaux pour qu'ils puissent garantir une assistance sociale adéquate.

C'est pourquoi l'appel à projets s'adresse à toutes les organisations qui sont en mesure d'organiser des programmes de formation et d'accompagnement permettant aux travailleurs sociaux de pouvoir identifier les troubles psychologiques liés à l'exil et la migration afin d'orienter les primo-arrivants vers les services adéquats. Le programme proposé doit répondre aux conditions suivantes :

Contenu :

Le programme de formation et d'accompagnement permet aux travailleurs sociaux de concevoir l'interaction individuelle et en groupe avec une personne souffrant de troubles psychosociaux liés à la migration. Ils acquièrent des connaissances sur les spécificités du traumatisme, la tristesse, la dépression, la démence ou la psychose et sont capables d'identifier les demandes d'aide et de diriger les primo-arrivants vers une aide professionnelle adaptée à leurs besoins. Le programme met aussi l'accent sur une approche interculturelle au sein du processus d'aide.

Le programme de formation s'articule autour de trois modules : une formation de base, des formations spécialisées et des interventions. Un travailleur social peut suivre un ou plusieurs modules, dépendant de sa pratique. Cependant, il s'agit d'un "parcours de formation" à suivre. Un travailleur social suit d'abord une formation de base, puis une spécialisation et enfin une intervention. Les travailleurs sociaux ayant déjà suivi une formation de base ou spécialisée, ont droit à une dispense et pourront s'inscrire au module suivant. Le promoteur prévoit dans le formulaire d'inscription un espace permettant au travailleur social de mentionner ses compétences acquises. Le promoteur octroiera éventuellement une dispense sur base de cette description.

Het AMIF loopt van 2014 tot 2020.

Eén van de doelstellingen van het fonds is het bevorderen van de daadwerkelijke integratie van onderdanen van derde landen.

2. ALGEMEEN KADER

De oprichtingsbeslissing van het AMIF (Verordening 516/2014) legt het algemeen kader van dit fonds vast en bepaalt welk soort acties in aanmerking komen voor welke doelgroepen.

De algemene bepalingen (Verordening (EU) nr. 514/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake het Fonds voor asiel, migratie en integratie en inzake het instrument voor financiële steun voor politieke samenwerking, voorkoming en bestrijding van criminaliteit, en crisisbeheersing) bepalen welke financiële en andere richtlijnen de projectuitvoerders moeten respecteren.

De strategische doelstellingen van het AMIF zijn vastgelegd op Europees niveau. Elke lidstaat heeft deze doelstellingen vertaald naar nationale doelstellingen die zijn vastgelegd in een nationaal programma voor de hele periode. Het nationaal programma is terug te vinden op de website van de Verantwoordelijke Autoriteit (www.amif-isf.be).

De FOD Binnenlandse Zaken is binnen België aangeduid als de Verantwoordelijke Autoriteit (VA) voor het beheer van het AMIF.

De FOD Binnenlandse Zaken werkt samen met de POD Maatschappelijke Integratie, die verantwoordelijk is voor de verdere inhoudelijke opvolging en begeleiding van de federale projecten onder het luik Integratie, en van de verspreiding van de projectresultaten naar alle OCMW's.

Sinds 1998 heeft het federale niveau een wettelijke basis ontwikkeld voor een horizontale en inclusieve integratiebeleid om te focussen op het vereenvoudigen van de toegang tot de arbeidsmarkt van derdelanders, door de nadruk te leggen op de instroom en dit te verzekeren alsook op de preventie van ongekwalificeerde uitstroom naar onderwijs en segregatie in bepaalde steden. Het federale niveau is verantwoordelijk voor de integratie van personen die te ver af staan van bestaande 'activerings'diensten aangereikt door de regio's: de focus ligt op kwetsbare individuen door een intensieve sociale bijstand aangeboden door OCMW's. Op deze manier kan tegemoet gekomen worden aan hun specifieke noden en kunnen hun sterktes en vaardigheden aangewend worden.

3. PROJECTOPROEP

Deze projectoproep stelt middelen ter beschikking die voorzien zijn voor het luik integratie. Alle acties die verwezenlijkt worden in het kader van deze projectoproep bevorderen de integratie van nieuwkomers uit derde landen.

Belgische OCMW's komen steeds vaker in aanraking met erkende vluchtelingen. Velen onder hen zijn oorlogsvluchtelingen en hebben enkele traumatische ervaringen achter de rug. Om de integratie van alle nieuwkomers uit derde landen, inclusief diegenen die kampen met psychosociale problemen, te waarborgen is het noodzakelijk dat sociaal werkers hun expertise en capaciteiten uitbreiden. Op die manier kunnen ze een gepaste en kwaliteitsvolle hulpverlening verzekeren.

De projectoproep richt zich daarom tot organisaties die een breed opleidings- en ondersteuningsaanbod kunnen uitwerken. Dankzij deze vorming kunnen sociaal werkers de psychologische problemen van nieuwkomers, als gevolg van hun leven in ballingschap en migratie, herkennen én hen naar de gepaste hulpverlening doorverwijzen. Het opleidings- en ondersteuningsaanbod moet aan volgende aspecten voldoen :

Inhoudelijke aspecten :

Dankzij het opleidings- en ondersteuningsaanbod leren de sociaal werkers hoe ze het best omgaan met personen met migratie gerelateerde psychosociale problemen (trauma, depressie, migratieverdriet, demantie, psychose), zowel in groep als bij de individuele hulpverlening. De hulpverleners leren hoe ze de hulpvraag mee kunnen formuleren en naar welke expert ze de hulpvrager het best doorverwijzen. Daarbij gaat het opleidings- en ondersteuningsaanbod steeds uit van een cultuursensitieve benadering.

Het opleidingsaanbod bestaat uit drie modules : een basisopleiding, een gespecialiseerde opleiding en een intervisie. Een sociaal werker kan naargelang zijn takenpakket één of meerdere modules volgen. Het aanbod bestaat wel uit een opleidingsparcours, wat betekent dat een sociaal werker eerst een basisopleiding volgt, dan een gespecialiseerde opleiding en eindigt met een intervisie. De sociaal werkers die al een eerder een basis- of gespecialiseerde opleiding volgden, krijgen een vrijstelling en kunnen zich voor de volgende module inschrijven. De promotor voorziet in het inschrijvingsformulier de nodige ruimte voor de sociaal werker om zijn eerder verworven competenties te vermelden en geeft eventueel op basis daarvan een vrijstelling.

Module 1 - Formation de base :

Le promoteur prévoit une formation de base permettant aux participants d'apprendre à différencier par exemple le traumatisme, la tristesse, les angoisses, le deuil, la démence, la dépression, etc... et tous les troubles psychosociaux liés à la migration ou l'exil.

Module 2 - Formations spécialisées :

Le promoteur prévoit également des formations spécialisées mettant l'accent sur une approche interculturelle. Le programme spécialisé devrait notamment traiter des problématiques suivantes : Comment adapter son accompagnement sociale à une personne qui souffre de traumatismes ? Comment réussir à articuler le travail social avec les différents intervenants prenant en charge la personne souffrant de troubles psychiques ? Comment gérer en tant que collaborateur les effets de l'écoute et garder une juste distance ? Quelle est la place du travail social dans le projet thérapeutique ? Comment gérer en tant qu'assistant social l'automutilation ?

Module 3 - Analyse de pratiques, « intervention » :

Le promoteur prévoit aussi une ou plusieurs analyses de pratiques, dites « interventions », encadrées par un expert en matière d'accompagnement de primo-arrivants ayant des troubles psychosociaux liés à la migration et l'exil. Les pratiques des participants sont des dispositifs d'analyse de situations professionnelles. Chaque travailleur social reçoit un temps de parole et d'échange pour que chacun, avec sa singularité, puisse penser et questionner sa pratique. Il s'agit de repérer en groupe ce qui est mobilisé pour le professionnel dans la situation présentée et de développer une réflexion autour des postures et outils d'accompagnement. L'encadrant du groupe apporte un éclairage théorique et pratique et dynamise les échanges.

Conditions d'ordre pratique :

Afin d'assurer une couverture géographique sur l'ensemble du territoire national, celui-ci a été divisé en 11 zones géographiques, plus précisément les 10 provinces et la région de Bruxelles-Capitale.

Le promoteur a la possibilité d'élaborer un projet pour une ou plusieurs zones géographiques.

Attention :

En premier lieu, une priorité sera donnée aux promoteurs étant en mesure de développer un programme de formation couvrant une région entière, plus précisément la région flamande, Wallonne ou bruxelloise, permettant ainsi de proposer les trois modules dans chaque province de la région.

En deuxième lieu, une priorité sera également donnée aux promoteurs étant en mesure d'organiser le module 1 (formation de base) de façon décentralisée. C'est-à-dire, le promoteur propose un programme de formation pour une ou plusieurs zones géographiques et organise aussi le module 1 dans d'autres zones géographiques (de préférence dans toutes les provinces de la région).

Ci-dessous, une liste reprend les paramètres par module à respecter pour une zone géographique. Le promoteur n'est pas responsable du nombre d'inscriptions, mais il a l'obligation d'organiser le nombre de formations et interventions demandées.

Les travailleurs sociaux des CPAS peuvent uniquement participer au programme de formation proposé dans leur zone géographique. En cas de non-couverture totale, les promoteurs doivent accueillir les participants des zones géographiques non couvertes.

— **Module 1 - formations de base pour une zone géographique :**

Pendant la durée du projet le promoteur organise au moins 2 formations de base. Une formation de base se déroule sur une journée entière. L'objectif est de former en moyenne 100 travailleurs sociaux.

— **Module 2 - formations spécialisées pour une zone géographique :**

Pendant la durée du projet le promoteur organise un programme de formation allant de 32 à 64 heures au total. Il a la possibilité de proposer des formations d'une journée entière ou de demi-journée. Chaque groupe de formation est constitué de max. 15 participants. Les participants du module 3 sont prioritaires lors de l'inscription pour ce module. Le promoteur peut obliger les participants du module 3 à suivre un minimum de formations spécialisées ou une certaine partie du programme de formation spécialisée.

— **Module 3 - interventions pour une zone géographique :**

Pendant la durée du projet le promoteur organise au moins une intervention (une intervention comprend toutes les sessions d'analyse de pratiques, il s'agit d'un processus que les participants parcourent ensemble). Lors de l'intervention les participants se rencontrent toutes les 6 à 9 semaines. En tout, le promoteur propose au moins 24 heures d'intervention pour le même groupe de participants. Chaque groupe d'intervention est constitué de max. 10 participants.

Module 1- Basisopleiding :

De promotor voorziet een algemene basisopleiding, waarin de deelnemers leren trauma, verdriet, depressie, angsten, rouw, dementie, etc... en alle migratie gerelateerde psychosociale problemen van elkaar te onderscheiden.

Module 2 - Gespecialiseerde opleidingen :

De promotor voorziet ook gespecialiseerde opleidingen die uitgaan van een cultuursensitieve werkwijze. Tijdens de opleidingen kunnen onder andere volgende voorbeeldthema's aan bod komen : "Hoe ga je als hulpverlener om met iemand die een traumatische ervaring achter de rug heeft? Hoe pas je je hulpverlening aan die persoon aan? Hoe reageer je als hulpverlener wanneer trauma's plots in je werkgroep ter sprake komen? Hoe zorg je als betrokken hulpverlener dat je de juiste afstand houdt t.o.v. de hulpvrager? Hoe verhoudt de sociale hulpverlening zich tot de psychologische bijstand? Hoe ga je als hulpverlener om met zelfverminking? "

Module 3 - Praktijkanalyse, « interventie » :

De promotor voorziet daarnaast ook een of meerdere interventies. Een expert zal de praktijkanalyses begeleiden. De expert is vertrouwd met de ondersteuning van nieuwkomers, die lijden aan psychosociale problemen als gevolg van migratie en een leven in ballingschap. Tijdens een interventie kunnen de deelnemers de theorie uit de gespecialiseerde opleidingen toepassen op voorbeelden uit de praktijk. Ook kunnen ze hun zorgen, vragen en bedenkingen delen met andere hulpverleners en krijgen ze advies op casusniveau.

Praktische aspecten :

Om een optimale geografische dekking van het nationale grondgebied te verzekeren, is dit gebied onderverdeeld in 11 geografische zones bestaande uit de 10 provincies en het Brussel Hoofdstedelijk Gewest.

De promotor dient een project uit te werken voor één of meerdere geografische zones.

Opgelet :

In eerste instantie gaat de voorkeur uit naar promotoren die een opleidingsaanbod kunnen uitwerken voor één gewest, m.a.w. voor het Vlaams, Waals of Brussels gewest, waarbij de promotoren de drie modules in elke provincie van dat gewest aanbieden.

In tweede instantie gaat de voorkeur uit naar promotoren die naast het organiseren van een opleidingsaanbod voor één of meerdere geografische zones, in staat zijn om module 1 (basisopleiding) in andere geografische zones te organiseren, bij voorkeur in alle provincies van het gewest.

Onderstaande de lijst bevat de parameters per module voor één geografische zone. De promotor is niet verantwoordelijk voor het aantal concrete inschrijvingen, maar moet wel het gevraagde aantal opleidingen en interventies realiseren.

De sociaal werkers kunnen enkel deelnemen aan het opleidingsprogramma dat aangeboden wordt binnen de geografische zone waarin hun OCMW ligt. Indien er voor één of meerdere geografische zones geen projecten worden ingediend, moeten de geselecteerde promotoren deelnemers ontvangen uit de desbetreffende zones.

— **Module 1 - aanbod basisopleiding voor een geografische zone :**

Tijdens de projectperiode organiseert de promotor minstens 2 basisopleidingen. Een basisopleiding duurt 1 dag. Het streefdoel is dat de promotor gemiddeld 100 sociale werkers opleidt.

— **Module 2 - aanbod gespecialiseerde opleidingen voor een geografische zone :**

Tijdens de projectperiode biedt de promotor tussen de 32 en 64 uren opleiding aan. De promotor mag cursussen van een dag of halve dag aanbieden, maar moet het minimum aantal uren opleiding respecteren. Per opleidingsmoment zijn er max. 15 deelnemers. Deelnemers van de module 3 krijgen voorrang bij de inschrijving voor deze module. De promotor kan de deelnemers van module 3 verplichten een minimum of specifiek aantal gespecialiseerde opleidingen te volgen.

— **Module 3 - aanbod interventie voor een geografische zone :**

Tijdens de projectperiode organiseert de promotor minstens één interventie (een interventie omvat alle interventiebijeenkomsten, het is een proces dat een deelnemersgroep samen doorloopt). De deelnemers komen tijdens de interventie om de 6 à 9 weken samen. In totaal biedt de promotor minstens 24 uren interventie aan, aan dezelfde deelnemersgroep. Elke deelnemersgroep bestaat uit max. 10 deelnemers.

Le promoteur propose des instruments, des méthodes et des techniques pour commencer ou animer les conversations, des réflexions et des bonnes pratiques qui faciliteront l'assistance sociale.

Pour une ou plusieurs zones géographiques :

- Le promoteur prévoit un point de contact (sous forme d'un helpdesk, espace d'assistance, etc.) permettant le suivi des formations, ou une aide en cas d'une question urgente ou en cas d'un souhait d'un accompagnement complémentaire. Ce point de contact doit être accessible au moins deux demi-journées de travail par semaine.

Le promoteur veillera à organiser les modules et le point de contact dans la langue de la zone géographique où ils ont lieu. Pour la Région Bruxelles-Capitale, les modules et le point de contact sont prévu en Néerlandais et en Français et se déroulent dans la langue de travail du travailleur social.

Le promoteur a la possibilité de mettre en place des partenariats afin de pouvoir proposer le programme de formation et d'accompagnement demandé.

3.1. Budget

Le budget maximal alloué par le FAMI à cet appel à projets s'élève à € 627.000. Le financement du FAMI ne peut pas dépasser 75 % du montant total des coûts éligibles du projet.

Dans le cadre du présent appel à projets le SPP Intégration sociale prévoit un cofinancement de maximum 15 % du montant total des coûts éligibles du projet. Le budget maximal du cofinancement alloué par le SPP s'élève à € 125.400, sous réserve que les crédits soient disponibles en 2018.

Afin d'atteindre le cofinancement obligatoire de 25 % du montant total des coûts éligibles, le cofinancement fédéral doit être complété par des fonds propres ou d'autres subventions régionales ou locales dans la mesure où ces moyens sont compatibles avec les règles d'éligibilité. Il s'agit donc de 10 % du montant total des coûts éligibles.

3.2. Durée des projets

Cet appel à projets financera des projets réalisés entre le 1^{er} juillet 2018 et le 31 décembre 2019.

3.3. Groupe cible

Le programme de formation est proposé aux travailleurs sociaux des CPAS de la zone géographique couverte par le promoteur et ceux des zones non couvertes afin qu'ils puissent, dans le cadre de l'accompagnement de personnes primo-arrivants, les orienter vers les services adéquats.

Les promoteurs, dans le cadre du présent appel à projet, ne sont pas chargé d'accompagner les primo-arrivants suivis par les travailleurs sociaux participant aux formations.

Il est important de mentionner clairement le groupe cible de chaque programme de formation et d'accompagnement. Cela permet de vérifier si les modules respectent le groupe cible de cet appel à projets.

Lors d'une formation, d'un accompagnement ou une session d'Intervention un enregistrement objectif et vérifiable de tous les participants doit être effectué.

3.4. Bénéficiaires finaux

Cet appel à projets est ouvert à toute organisation ayant de l'expérience avec le développement et l'organisation d'un programme de formation et d'accompagnement. Compte tenu de la mission fédérale que les organisations réalisent, les promoteurs doivent être aptes à exercer leur activité dans les zones géographiques mentionnées dans leur proposition de projet (voir conditions d'ordre pratique).

4. DISPOSITIONS GENERALES

Les subsides du FAMI ne constituent pas un financement complet mais partiel. Le financement apporté par le Fonds s'élève au maximum à 75 % des coûts effectivement réalisés, vérifiables et considérés comme éligibles. La décision d'accorder un financement européen maximal est prise par le Comité de pilotage, composé des représentants des ministres / secrétaires d'Etat compétents et de l'Autorité responsable. Seuls les projets qui peuvent démontrer leur caractère non lucratif sont pris en considération pour une subvention. Si des recettes sont réalisées, celles-ci seront déduites de la subvention communautaire.

Les projets sélectionnés devront se conformer aux règles administratives et financières applicables à la programmation fédérale et découlant tant de la réglementation européenne que nationale.

L'Autorité responsable assure le suivi de la réalisation des différents projets sur la base des dispositions fixées dans l'arrêté ministériel portant octroi d'une subvention pour couvrir une partie des frais relatifs à la réalisation de projets dans le cadre du Fonds « Asile, migration et intégration ». Le SPP Intégration sociale est coresponsable

Tijdens de gespecialiseerde opleidingen en interviews reikt de promotor instrumenten, methodieken, gesprekstechnieken, inzichten en goede praktijken aan die de hulpverlening bevorderen.

Voor één of meerdere geografische zones :

- De promotor voorziet een contactpunt (bv. in de vorm van een helpdesk) waar OCMW-medewerkers terecht kunnen in geval van nood, als zij met vragen zitten over de opleiding of als zij extra ondersteuning wensen. Dit contactpunt moet minstens 2 halve werkdagen per week beschikbaar zijn.

De promotor organiseert de modules in de taal van de geografische zone waar de vorming plaatsvindt. In het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden alle modules en het contactpunt zowel in het Frans als in het Nederlands aangeboden. De sociaal werker wordt steeds in zijn werktal aangesproken.

De promotor heeft de mogelijkheid partnerschappen aan te gaan om de gevraagde expertise voldoende te kunnen aanbieden.

3.1. Budget

Het beschikbare budget vanuit het AMIF voor deze projectoproep bedraagt € 627.000. De AMIF-toelage mag maximum 75 % van de totale betoelaagbare kost van het project bedragen.

De POD Maatschappelijke integratie voorziet een cofinanciering van maximum 15 % van de totale betoelaagbare kost van het project. Het beschikbare budget voor de cofinanciering bedraagt € 125.400, als de middelen in 2018 nog steeds beschikbaar zijn.

Om tot de verplichte cofinanciering van 25 % te komen, dient de federale cofinanciering aangevuld te worden met eigen middelen of andere regionale/lokale subsidies voor zover ze in overeenstemming zijn met de subsidiabiliteitsregels. Het gaat hier over 10 % van de totale betoelaagbare kost van het project.

3.2. Looptijd

Deze oproep financiert projecten die lopen tussen 1 juli 2018 en 31 december 2019.

3.3. Doelgroep

Het opleidings- en/of ondersteuningsaanbod richt zich tot sociaal werkers van de OCMW's uit de geografische zone waarvoor de promotor een project indient én aan de sociaal werkers van de OCMW's uit de zones waarvoor geen projecten werden ingediend. Het aanbod helpt hen om nieuwkomers naar de gepaste hulpdiensten te verwijzen.

Het is niet de bedoeling dat de promotor instaat voor de actieve begeleiding van nieuwkomers uit derde landen.

Bij de omschrijving van de verschillende opleidings- en ondersteuningsmodules moet steeds duidelijk de doelgroep vermeld staan. Op die manier kan er worden nagegaan of de modules zich tot de juiste doelgroep richten.

Bij elk opleidingsmoment worden alle deelnemers op een objectieve en controleerbare wijze geregistreerd.

3.4. Eindbegunstigden

Deze projectoproep staat open voor alle organisaties die expertise hebben met het geven van opleidingen en het bieden van ondersteuning. Daarnaast moeten de organisaties, gezien de federale missie die zij realiseren, actief kunnen zijn in de geografische zones die zij in hun projectvoorstel aanduiden (zie praktische aspecten).

4. ALGEMENE BEPALINGEN

De subsidies uit het AMIF zijn geen volledige, maar gedeeltelijke financiering. De financiering uit het fonds bedraagt maximaal 75 % van de effectief gerealiseerde, verifieerbare en subsidiabel geachte uitgaven. De beslissing over het toekennen van de maximale Europese financiering ligt bij de Stuurgroep, bestaande uit de vertegenwoordigers van de bevoegde ministers/staatssecretarissen en de Verantwoordelijke Autoriteit. Alleen projecten die kunnen aantonen dat ze geen lucratief karakter hebben, komen in aanmerking voor een subsidie. Indien er inkomsten gerealiseerd worden, zullen deze in mindering worden gebracht van de communautaire subsidie.

De geselecteerde projecten moeten zich richten naar de administratieve en financiële regels die van toepassing zijn op de federale programmatie en die voortvloeien uit zowel de Europese als de nationale wetgeving.

De opvolging van de uitvoering van de verschillende projecten door de Verantwoordelijke Autoriteit gebeurt op basis van de in het ministerieel besluit houdende toekenning van een toelage tot dekking van een deel van de kosten betreffende de verwezenlijking van projecten in het kader van het Fonds voor Asiel, Migratie en Integratie

du suivi du contenu et coordination des activités et des résultats des projets, entre autres par le projet AMIF « Accompagnement des CPAS » du SPP Intégration Sociale.

Dans le cas d'un partenariat avec un(e) autre soumissionnaire/organisation, c'est l'organisation ayant introduit le projet qui reste l'unique interlocuteur de l'Autorité responsable. Le soumissionnaire de projet coordonne le projet et est responsable du respect des obligations de rapportage. Le(s) partenariat(s) doi(ven)t faire l'objet d'une convention de partenariat qui établit avec précision les modalités de la collaboration.

Chaque promoteur doit conserver tous les enregistrements, factures ou documents équivalents et données pertinentes concernant les dépenses déclarées, les recettes générées par le projet et les activités réalisées dans le cadre du projet, conformément aux règles d'éligibilité et aux dispositions qui seront établies par l'arrêté ministériel portant octroi d'une subvention pour couvrir une partie des frais relatifs à la réalisation de projets dans le cadre du Fonds « Asile, migration et intégration ».

Chaque promoteur de projet rédige des rapports intermédiaires et un rapport final (financier et narratif) du projet suivant un document type. Ces rapports dressent un aperçu global des résultats du projet.

5. CONDITIONS D'ELIGIBILITE

5.1. Éligibilité des dépenses

Les règles d'éligibilité des dépenses de projets financés sous la gestion fédérale des fonds AMIF et ISF sont d'application pour cet appel à projets. Ces règles d'éligibilité sont annexées au présent appel à projets. Pour le présent appel, l'Autorité Responsable impose les options suivantes :

Frais de personnel : seuls les coûts réels du personnel affecté au projet sont éligibles.

Frais pour des conférences ou des séminaires : seuls les coûts réels sont éligibles.

Frais liés au groupe cible : seuls les coûts réels sont éligibles.

Coûts indirects : ces coûts ne peuvent dépasser 7 % des coûts directs éligibles ou 15 % des coûts salariaux directs éligibles. Dans sa proposition, le promoteur de projet doit choisir l'une de ces deux options.

6. INTRODUCTION DES PROPOSITIONS DE PROJETS

Les propositions de projets sont introduites à l'aide d'un formulaire de demande standard. Ce document doit être entièrement complété, signé et transmis par voie électronique à amif.isf@ibz.eu.

Les annexes suivantes doivent être jointes à la proposition de projet :

- Un document attestant que le cofinancement nécessaire est prévu ou a été demandé (format obligatoire consultable sur le site Internet) ;
- Un budget élaboré à partir des fiches budgétaires standard et signé ;
- Les déclarations de partenariat signées par les deux parties (si le projet est réalisé en partenariat avec d'autres organisations) ;
- Le rapport annuel le plus récent de l'organisation ;
- Le formulaire d'identification financière ;
- Un document prouvant que le soumissionnaire est autorisé par le représentant légal de l'organisation (au cas où le soumissionnaire/signataire ne serait pas le représentant légal) à prendre des engagements ;
- L'attestation TVA indiquant que votre organisation ne peut pas récupérer la TVA.

Tous les documents doivent être envoyés à l'Autorité responsable par mail à amif.isf@ibz.eu.

La date limite d'introduction des projets est le 30 novembre 2017.

Les projets doivent donc être envoyés par voie électronique au plus tard à 23h59 conformément aux instructions de l'Autorité responsable.

7. PROCEDURE DE SELECTION

7.1. Prise en considération

Les propositions de projet sont prises en considération si elles respectent les conditions suivantes :

- introduction du projet dans les délais,
- respect du taux de financement maximal par le FAMI comme stipulé par cet appel,

vastgestelde bepalingen. De POD Maatschappelijke Integratie is mee verantwoordelijk voor de inhoudelijke opvolging en coördinatie van de activiteiten en resultaten van de projecten, onder meer via het AMIF project 'Begeleiding OCMW's' van de POD Maatschappelijke Integratie.

In het geval van een partnerschap met een andere projectindieners/organisatie blijft de organisatie die het project heeft ingediend de enige gesprekspartner van de Verantwoordelijke Autoriteit. Deze projectindieners coördineert het project en is verantwoordelijk voor het naleven van de rapportageverplichtingen. De partnerschap(pen) moet(en) het onderwerp zijn van een partnerschapsovereenkomst waarin nauwkeurig de samenwerkingsmodaliteiten worden vastgelegd.

Elke projectuitvoerder moet alle registraties, facturen of gelijkwaardige documenten en relevant gegevens die verband houden met de gedeclareerde uitgaven, de door het project gegenereerde netto-inkomsten, en de activiteiten gerealiseerd in het kader van het project conform de voorschriften voor subsidiabiliteit en de bepalingen opgelegd in het ministerieel besluit houdende toekenning van een toelage tot dekking van een deel van de kosten betreffende de verwezenlijking van projecten in het kader van het Fonds voor Asiel, Migratie en Integratie.

Elke projectuitvoerder maakt tussentijdse verslagen en een eindverslag (narratief en financieel) op van het project aan de hand van een standaard formulier. Deze verslagen geven een globaal overzicht van de resultaten van het project.

5. VOORWAARDEN VOOR SUBSIDIABILITEIT

5.1. Subsidiabiliteit van de uitgaven

De voorschriften voor de subsidiabiliteit van de uitgaven van de projecten gefinancierd onder het federale beheer van AMIF en ISF zijn van toepassing op deze projectoproep. Deze subsidiabiliteitsregels worden bijgevoegd bij deze projectoproep. Voor deze oproep legt de Verantwoordelijke Autoriteit volgende opties op :

Personeelskosten : enkel werkelijke kosten voor personeel van het project zijn subsidiabel

Kosten voor conferenties en seminars : enkel werkelijke kosten zijn subsidiabel

Kosten gelinkt aan de doelgroep : enkel werkelijke kosten zijn subsidiabel

Indirecte kosten : deze mogen maximum 7 % van de subsidiabele directe kosten of 15 % van de subsidiabele directe loonkosten bedragen. De projectuitvoerder moet in het projectvoorstel de keuze maken voor één van beide opties.

6. INDIENING VAN DE PROJECTVOORSTELLEN

De projectvoorstellen worden ingediend aan de hand van een standaard aanvraagformulier. Dit formulier moet volledig ingevuld en ondertekend digitaal worden overgemaakt via mail aan amif.isf@ibz.eu.

Het projectvoorstel moet vergezeld zijn van de volgende bijlagen :

- Een document waaruit blijkt dat de nodige cofinanciering is voorzien of aangevraagd (verplicht volgens format te vinden op de website);
- Een ondertekend budget opgesteld aan de hand van de standaard budgetfiches;
- De door beide partijen ondertekende partnerschapsverklaringen (indien het project wordt uitgevoerd in partnerschap met andere organisaties);
- Het meest recente jaarverslag van de organisatie;
- Het financieel identificatieformulier;
- Een document dat aantoonst dat de ondertekenaar van dit formulier hiertoe gemachtigd is door de hoger vermelde juridische vertegenwoordiger (indien de indiener/ondertekenaar niet de juridische vertegenwoordiger is)
- Een BTW-attest waaruit blijkt dat uw organisatie de BTW niet kan recupereren.

Alle documenten dienen per mail te worden overgemaakt aan de Verantwoordelijke Autoriteit, aan amif.isf@ibz.eu.

De uiterste datum voor invoering van de projecten is 30 november 2017.

Dit wil zeggen dat projecten ten laatste om 23.59 uur elektronisch moeten worden verstuurd volgens de instructies van de Verantwoordelijke Autoriteit.

7. SELECTIEPROCEDURE

7.1. Inoverwegingname

Projectvoorstellen worden in overweging genomen wanneer zij voldoen aan volgende voorwaarden :

- het project wordt op tijd ingediend
- het maximale cofinancieringspercentage door het AMIF zoals bepaald in deze oproep wordt gerespecteerd

- absence d'autre financement européen pour le même projet,
- respect du groupe cible stipulé par cet appel,
- respect des objectifs de cet appel.

Le non-respect d'un de ces critères entraîne la non-prise en considération du projet, sans aucune analyse ultérieure.

7.2. Recevabilité administrative

Ensuite l'Autorité responsable vérifie la recevabilité administrative des propositions de projets. Tous les documents cités au point 6 doivent être fournis lors du dépôt du projet.

Si certains documents ou informations sont manquants, la Cellule Fonds européens contacte le soumissionnaire de projet pour lui donner la possibilité de compléter les documents manquants endéans 5 jours ouvrables. Il ne s'agit toutefois pas de réécrire le projet ni de modifier son contenu ou son budget. Si le soumissionnaire ne réagit pas ou n'envoie pas tous les documents demandés dans le délai requis, son projet est déclaré irrecevable. S'il met le dossier en ordre, le projet est examiné quant au fond.

7.3. Analyse financière et de contenu

Les propositions de projets recevables seront ensuite analysées sur la base des critères suivants par le SPF Intérieur et le SPP Intégration sociale :

- Qualité du projet
- Qualité du budget
- Expérience et expertise du bénéficiaire final
- Mesure dans laquelle le projet contribue au renforcement de la politique fédérale d'activation sociale
- Mesure dans laquelle le projet reconnaît et renforce la cohérence de la politique fédérale d'activation sociale.

Une pondération spécifique sera attribuée à chaque critère.

Les différentes propositions de projets accompagnées des résultats de l'analyse de contenu sont ensuite soumises au Comité de pilotage. Ce Comité peut décider de rejeter, retenir ou modifier un projet.

Dans ce dernier cas, l'Autorité responsable informera le promoteur du projet des remarques et propositions du Comité de pilotage. Les propositions de projets révisées sont envoyées à la Cellule Fonds européens dans le délai imparti, par voie électronique, ré-analysées et soumises à nouveau au Comité de pilotage pour décision.

Les décisions concernant toutes les propositions de projets seront soumises à l'Inspection des Finances. La sélection sera formalisée sous forme d'un arrêté ministériel, signé par le Ministre de l'Intérieur.

8. SEANCE D'INFORMATION

Le 7 novembre 2017, l'Autorité responsable organisera conjointement avec le SPP Intégration sociale une séance d'information destinée à tous les candidats promoteurs intéressés. L'inscription peut se faire en envoyant un e-mail à l'adresse amif-isf@ibz.eu.

Pour toute autre question sur les activités réalisées dans le cadre du Fonds « Asile, migration et intégration », vous pouvez vous adresser au SPP Intégration sociale en envoyant un e-mail à lisa.asselman@mi-is.be ou en téléphonant au 02/508.86.34.

Règles d'éligibilité des dépenses de projets financés sous la gestion fédérale des fonds FAMI et FSI

CHAPITRE 1. — Définitions

Article 1^{er}. **Autorité responsable :** le SPF Intérieur, responsable de la bonne gestion et du contrôle des subsides FAMI-FSI avec comme organe de gestion journalière la Cellule Fonds européens, et avec comme organe décisionnel le Comité de pilotage, constitué des représentants des ministres/secrétaires d'Etat (Sécurité et Intérieur, Affaires étrangères, Asile et migration, Intégration sociale) présidé par un représentant de la cellule stratégique du Ministère de la Sécurité et de l'Intérieur.

Bénéficiaire final : l'organisation qui agit comme gestionnaire de projet ou promoteur de projet et qui reçoit des subsides FAMI-FSI.

Budget : l'ensemble des dépenses et recettes prévues pour un projet déterminé.

- Hetzelfde project wordt niet gesubsidieerd door een andere Europese financiering;
- De doelgroep die door deze oproep wordt vooropgesteld wordt gerespecteerd.
- De doelstellingen van deze oproep worden gerespecteerd

Het niet respecteren van één van deze criteria leidt tot het niet inoverwegingname van het project, zonder enige verdere analyse.

7.2. Administratieve ontvankelijkheid

Vervolgens verifieert de Verantwoordelijke Autoriteit de administratieve ontvankelijkheid van de project voorstellen. Alle documenten zoals opgesomd onder punt 6 moeten bezorgd worden bij indiening van het project.

Indien bepaalde documenten of informatie ontbreken zal de Cel Europese Fondsen de indiener contacteren en deze de mogelijkheid geven om de ontbrekende documenten aan te vullen, en dit binnen de 5 werkdagen. Het gaat hier niet om het herwerken van de inhoud of het budget van het project. Indien de indiener niet reageert of niet alle gevraagde documenten binnen de vastgestelde termijn bezorgd, wordt het project als niet-ontvankelijk verklaard. Indien het dossier in orde gebracht is wordt het inhoudelijk beoordeeld.

7.3. Inhoudelijke en financiële evaluatie

De ontvankelijke projecten worden vervolgens geanalyseerd door zowel de FOD Binnenlandse Zaken als de POD Maatschappelijke Integratie op basis van de volgende criteria :

- Kwaliteit van het project
- Kwaliteit van het budget
- Ervaring en deskundigheid van de eindbegunstigde
- De mate waarin het project bijdraagt tot het federale beleid inzake sociale activering
- De mate waarin het project de coherentie van het federale beleid inzake sociale activering erkent en versterkt.

Voor elk criterium zal een bepaalde quotatie worden toegekend.

De verschillende projectvoorstellen worden vervolgens, vergezeld van de resultaten van de inhoudelijke analyse, voorgelegd aan de Stuurgroep. Deze kan beslissen een project te verwerpen, een project te weerhouden of een project te laten wijzigen.

In dit laatste geval zal de projectuitvoerder door de Verantwoordelijke Autoriteit geïnformeerd worden over de opmerkingen en voorstellen van de Stuurgroep. De herwerkte voorstellen worden binnen de bepaalde termijn elektronisch aan de cel Europese Fondsen bezorgd, opnieuw geanalyseerd en voorgelegd aan de Stuurgroep om een beslissing te nemen.

De beslissingen over alle projectvoorstellen worden voorgelegd aan de Inspectie van Financiën. Vervolgens wordt de selectie geformaliseerd in de vorm van een ministerieel besluit, ondertekend door de Minister van Binnenlandse Zaken.

8. INFORMATIESESSIE

Op 7 november 2017 zal de Verantwoordelijke Autoriteit in samenwerking met de POD MI een informatiesessie organiseren voor alle geïnteresseerde kandidaat-projectuitvoerders. Inschrijven kan via amif-isf@ibz.eu.

Voor inhoudelijke vragen over de activiteiten die uitgevoerd worden in het kader van deze projectoproep, kan u contact opnemen met de POD MI op volgend adres lisa.asselman@mi-is.be of op 02/508.86.34.

Voorschriften voor de subsidiabiliteit van de uitgaven van de projecten gefinancierd onder het federale beheer van AMIF en ISF

HOOFDSTUK 1. — Definities

Artikel 1. **Verantwoordelijke Autoriteit :** de FOD Binnenlandse Zaken, verantwoordelijk voor het goed beheer en de controle van de AMIF-ISF subsidies met als orgaan voor dagelijkse opvolging de Cel Europese Fondsen, en met als orgaan voor beslissingsvoering de Stuurgroep, samengesteld door vertegenwoordigers van relevante ministers/staatssecretarissen (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, Buitenlandse Zaken, Asiel&Migratie, Maatschappelijke Integratie) voorgezeten door een vertegenwoordiger van de strategische cel van de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken

Eindbegunstigde : de organisatie die fungeert als projectuitvoerder of projectpromotor van een project en die de AMIF-ISF subsidies ontvangt.

Budget : het geheel van voorziene uitgaven en ontvangsten voor een bepaald project.

Fonds : le FAMI (Fonds Asile, migration et intégration) ou le FSI (Fonds pour la sécurité intérieure) selon celui qui est d'application, sauf indication contraire.

Partenaire : une organisation avec laquelle le bénéficiaire final collabore sur base d'un accord de partenariat afin d'exécuter un projet spécifique.

Revenus : revenus obtenus par un projet pendant la durée de celui-ci, grâce à des ventes, locations, services, frais d'inscription et tous les autres revenus équivalents.

CHAPITRE 2. — Principes généraux

Art. 2. § 1 Les projets auxquels le Fonds apporte son soutien ne sont pas financés par d'autres sources relevant du budget de l'Union européenne.

§ 2 Les projets soutenus par le Fonds sont cofinancés par des sources publiques ou privées.

Art. 3. § 1 Les règles d'éligibilité visées dans le présent document s'appliquent aussi bien au bénéficiaire final qu'à ses partenaires pour les projets qui sont financés par le Fonds.

§ 2 Le bénéficiaire final, ses partenaires et sous-traitants doivent fournir aux organes d'audit et de contrôle toute l'information exigée relative aux activités réalisées.

Art. 4. Pour être éligible une dépense doit être raisonnable et respecter les principes de bonne gestion financière, en particulier celui de l'optimisation des ressources et le rapport coût/efficacité.

Art. 5. Chaque bénéficiaire final des fonds FAMI-FSI, y compris celui qui ne répond pas à la définition de l'art.2, 1° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, est soumis à la législation nationale et à la réglementation européenne en matière de marchés publics.

Art. 6. Tous les montants mentionnés sont hors TVA, sauf indication contraire.

CHAPITRE 3. — Dispositions de l'Autorité responsable

Art. 7. § 1 Sans préjudice des présentes règles d'éligibilité, l'ensemble des lois et réglementations en vigueur en Belgique est d'application.

Si des coûts ne sont pas spécifiquement décrits dans ces règles d'éligibilité, la législation nationale concernée ou les règles nationales pertinentes et, en absence de ces dernières, les règles européennes s'appliquent.

§ 2 En cas de doute sur l'éligibilité de certains coûts ou sur la section sous laquelle certains coûts doivent être inscrits, le bénéficiaire final peut prendre contact avec l'Autorité responsable via amif-isf@ibz.eu avant ou pendant l'exécution d'un projet. L'Autorité responsable fournit une réponse claire et écrite à cet effet.

CHAPITRE 4. — Recettes et principe de non-profit

Art. 8. Les recettes du projet peuvent consister en :

- a) contributions financières accordées par le Fonds,
- b) contributions propres du bénéficiaire final et de ses partenaires,
- c) contributions des tiers provenant de sources publiques ou privées, et
- d) revenus générés par le projet pendant la durée du projet telle que reprise dans l'Arrêté Ministériel concerné.

Art. 9. Toutes les sources de recettes doivent être enregistrées dans les comptes du bénéficiaire final et être identifiables et contrôlables.

Art. 10. Par l'application du principe de non-profit, les projets soutenus par le Fonds doivent être sans but lucratif. La contribution du Fonds ne peut pas être plus élevée que le total des coûts subsidiés autorisés dont auront été déduits la contribution des tiers et les revenus générés par le projet (c et d de l'art. 8).

Art. 11. La contribution maximale du Fonds sera équivalente au montant le plus bas de l'un des trois montants suivants :

- a) le montant de la contribution européenne repris dans l'Arrêté ministériel,

Fonds : het AMIF (Fonds voor Asiel, Migratie en Integratie) of het ISF (Fonds voor Interne Veiligheid) naargelang welk van toepassing is, tenzij anders vermeld.

Partner : een organisatie waarmee de eindbegunstigde samenwerkt op basis van een partnerschapsovereenkomst om een specifiek project uit te voeren.

Inkomsten : de door een project tijdens de bedoelde projectperiode ontvangen inkomsten uit verkoop, verhuring, dienstverlening, inschrijfgelden en alle andere vergelijkbare inkomsten.

HOOFDSTUK 2. — Algemene beginselen

Art. 2. § 1 Door het Fonds gesteunde projecten worden niet gefinancierd uit andere bronnen die onder de begroting van de Europese Unie vallen.

§ 2 Door het Fonds gesteunde projecten worden medegefinancierd door openbare of particuliere bronnen.

Art. 3. § 1 De gegeven subsidiabiliteitsvoorschriften zijn van toepassing zowel op de eindbegunstigde als op de partner voor projecten die gefinancierd worden door het Fonds.

§ 2 De eindbegunstigde, partner en de onderaannemer moeten de betrokken audit- en controleorganen alle vereiste informatie betreffende de uitgevoerde activiteiten verschaffen.

Art. 4. Om subsidiabel te zijn moet een uitgave redelijk zijn en stroken met de beginselen van goed financieel beheer, met name wat prijs-kwaliteitsverhouding en kosteneffectiviteit betreft.

Art. 5. Elke eindbegunstigde van het fonds AMIF-ISF, zelfs zij die niet beantwoorden aan de definitie van art. 2, 1° van de wet van 17 juni 2016 met betrekking tot overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, zijn onderworpen aan de nationale wetgeving en de Europese regelgeving inzake overheidsopdrachten.

Art. 6. Alle vermelde bedragen zijn exclusief BTW, tenzij anders vermeld.

HOOFDSTUK 3. — Bepalingen van de Verantwoordelijke Autoriteit

Art. 7. § 1 Zonder afbreuk te doen aan deze subsidiabiliteitsvoorschriften, zijn alle in België geldende wetten en reglementeringen van toepassing.

Indien kosten niet specifiek omschreven staan in deze subsidiabiliteitsregels, dienen desbetreffende nationale wetgeving of regels toegepast te worden, en bij ontstentenis de Europese regels.

§ 2 Indien er twijfel bestaat over de subsidiabiliteit van bepaalde kosten of over het hoofdstuk waaronder bepaalde kosten ondergebracht moeten worden, dan kan de eindbegunstigde tijdens of voor de uitvoering van een project contact opnemen met de Verantwoordelijke Autoriteit via amif-isf@ibz.eu waarna de Verantwoordelijke Autoriteit hierop schriftelijk een eenduidig antwoord verstrekt.

HOOFDSTUK 4. — Ontvangsten en non-profitbeginsel

Art. 8. De ontvangsten van het project kunnen bestaan uit :

- a) financiële bijdragen verleend door het Fonds,
- b) eigen bijdrage van de eindbegunstigde en zijn/haar partners,
- c) bijdrage van derden vanuit openbare of particuliere bronnen en
- d) inkomsten die het project genereert tijdens de looptijd van het project zoals opgenomen in het desbetreffende Ministerieel Besluit.

Art. 9. Alle bronnen van ontvangsten moeten in de rekeningen van de eindbegunstigde worden opgenomen en moeten identificeerbaar en controleerbaar zijn.

Art. 10. Door toepassing van het non-profit beginsel mogen door het Fonds gesteunde projecten geen winstoogmerk hebben. De bijdrage van het Fonds kan niet hoger zijn dan het totaal van de aanvaarde subsidiabele kosten waarvan de bijdrage van derden en de gegeneerde inkomsten zijn afgetrokken (c en d van art. 8)

Art. 11. De maximale bijdrage van het Fonds zal gelijk zijn aan het laagste van volgende drie :

- a) het bedrag van de Europese bijdrage opgenomen in het Ministerieel Besluit,

- b) le coût total éligible multiplié par le pourcentage maximum de subvention repris dans l'Arrêté ministériel,
- c) le montant obtenu par l'application du principe de non-profit décrit à l'art. 10.

Art. 12. Les recettes qui sont générées directement par ce projet lors de sa réalisation et dont il n'est pas tenu compte lors de l'approbation du projet seront déduites des dépenses éligibles du projet au plus tard dans la demande de paiement final introduite par le bénéficiaire final.

CHAPITRE 5. — Dépenses

Art. 13. § 1 Par « dépenses », on entend : les paiements et/ou amortissements effectués par le bénéficiaire final.

§ 2 Les paiements prendront la forme de mouvements financiers.

§ 3 Les amortissements ne doivent pas prendre la forme de mouvements financiers.

§ 4 Peut également être accepté comme dépense des coûts encourus pendant la durée du projet (tels que les provisions pour le pécule des vacances, les prestations accomplies, les livraisons) et qui, pour une raison quelconque, ne peuvent être payés pendant la durée de vie du projet. Le bénéficiaire final doit pouvoir démontrer la véracité de ce coût lors des contrôles.

Art. 14. Les dépenses sont éligibles si :

- a) elles ont été effectuées par le bénéficiaire final entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2022, et
- b) elles ont effectivement été acceptées comme éligibles par les autorités compétentes, et
- c) elles ont été décrites dans les documents appropriés au moment de la sélection ou ont été approuvées à travers une fiche de modification transmise via l'adresse électronique amif.isf@ibz.eu ou un accord écrit par l'Autorité responsable.

Art. 15. Les dépenses figurant dans les demandes de paiement présentées par le bénéficiaire final à l'Autorité responsable doivent être justifiées par des factures ou pièces justificatives ayant une valeur probante équivalente.

Art. 16. § 1 Des formules de coûts simplifiées conformément à l'article 18, paragraphe 1er, points b), c) et d) du Règlement (UE) n° 514/2014 sont permises à condition que l'option ait été mentionnée dans l'appel à projets.

§ 2 Par dérogation aux articles 13 et 15, les coûts déterminés conformément à l'article 18, paragraphe 1er, points b), c) et d) du Règlement (UE) n° 514/2014 (formules de coûts simplifiés), qui seront repris dans la demande de paiement, ne doivent pas être justifiés par des factures ou pièces justificatives ayant une valeur probante équivalente.

Art. 17. Les dépenses doivent être identifiables et contrôlables. En particulier :

- elles doivent être inscrites dans la comptabilité du bénéficiaire final;
- elles doivent être déterminées conformément aux normes comptables applicables dans le pays d'établissement du bénéficiaire final et aux pratiques habituelles de ce bénéficiaire final en matière comptable;
- elles doivent faire l'objet des déclarations prescrites par les lois fiscales et sociales en vigueur.
- elles doivent se rapporter à un projet de manière univoque et irréversible

Art. 18. Le bénéficiaire final est tenu de conserver des copies certifiées conformes des documents comptables justifiant les recettes et dépenses du bénéficiaire final, de ses partenaires et sous-traitants relatives au projet concerné.

Art. 19. Le stockage et le traitement des données doivent être conformes à la législation nationale et/ou régionale sur la protection des données, selon celle qui s'applique en la matière au bénéficiaire final.

- b) de vermenigvuldiging van de totale subsidiabele kosten met het in het Ministerieel Besluit opgenomen maximale subsidiëringspercentage,
- c) het bedrag bekomen door toepassing van het non-profit beginsel beschreven in art. 10.

Art. 12. Inkomsten die tijdens de uitvoering van een project rechtstreeks door dat project worden gegenereerd en waarmee bij de goedkeuring van het project geen rekening is gehouden, worden ten laatste in het door de eindbegunstigde ingediende verzoek om eindbetaling van de subsidiabele uitgaven van het project in mindering gebracht.

HOOFDSTUK 5. — Uitgaven

Art. 13. § 1 Onder uitgaven worden verstaan : betalingen en/of afschrijvingen die door de eindbegunstigde zijn verricht.

§ 2 De betalingen moeten plaatsvinden in de vorm van financiële verrichtingen.

§ 3 De afschrijvingen moeten niet plaatsvinden in de vorm van financiële verrichtingen.

§ 4 Als een uitgave kan eveneens aanvaard worden : binnen de looptijd van het project opgelopen kosten (zoals voorzieningen vakantiegeld, gedane prestaties, leveringen), die om enigerlei reden niet kunnen betaald worden tijdens de looptijd van het project. De eindbegunstigde dient bij controle de echtheid van deze kost aan te kunnen tonen.

Art. 14. Uitgaven zijn subsidiabel indien :

- a) zij door een eindbegunstigde zijn gedaan tussen 1 januari 2014 en 31 december 2022 en
- b) zij werkelijk door de aangewezen autoriteiten als subsidiabel zijn aanvaard en
- c) zij beschreven worden in de daarvoor bestemde documenten op het moment van selectie, of indien ze via een wijzigingsfiche ingediend via het elektronische adres amif.isf@ibz.eu of schriftelijk akkoord door de Verantwoordelijke Autoriteit worden goedgekeurd.

Art. 15. Uitgaven die in betalingsverzoeken van de eindbegunstigde aan de Verantwoordelijke Autoriteit worden opgenomen, worden gestaafd door facturen of verantwoordingsstukken met gelijkwaardige bewijskracht.

Art. 16. § 1 Vereenvoudigde kosten opties overeenkomstig artikel 18, lid 1, onder b), c) en d) van de Verordening (EU) N° 514/2014 zijn toegelaten mits deze optie in de projectoproep wordt vermeld.

§ 2 In afwijking van art. 13 en 15 dienen de in de betalingsverzoeken opgenomen kosten, die overeenkomstig artikel 18, lid 1, onder b), c) en d) van de Verordening (EU) N° 514/2014 zijn bepaald (vereenvoudigde kosten opties), niet gestaafd te worden door facturen of verantwoordingsstukken met gelijkwaardige bewijskracht.

Art. 17. Uitgaven moeten identificeerbaar en controleerbaar zijn. In het bijzonder :

- moeten zij worden opgenomen in de boekhoudbescheiden van de eindbegunstigde;
- moeten zij worden vastgesteld overeenkomstig de boekhoudkundige normen die van toepassing zijn in het land waar de eindbegunstigde is gevestigd en overeenkomstig de gebruikelijke boekhoudmethoden van de eindbegunstigde;
- moeten zij worden gedeclareerd in overeenstemming met de vereisten van de toepasselijke sociale- en belastingwetgeving.
- moeten zij op een eenduidige en onomkeerbare manier verband houden met een project

Art. 18. De eindbegunstigde bewaart gewaarmerkte afschriften die ontvangsten en uitgaven rechtvaardigen van de bij het project betrokken eindbegunstigde, partners en onderaannemers.

Art. 19. De opslag en de verwerking van de gegevens moeten gebeuren volgens de nationale en/of regionale wetgeving inzake gegevensbescherming, naargelang welke van toepassing is op de eindbegunstigde in deze materie.

CHAPITRE 6. — *Champ d'application territorial*

Art. 20. Pour chaque appel à projets, l'Autorité responsable peut déterminer le champ d'application territorial.

CHAPITRE 7. — *Budget d'un projet*

Art. 21. Le budget d'un projet est élaboré suivant le formulaire établi par l'Autorité responsable, dont les catégories de coûts sont les suivantes :

Dépenses

1. Coûts directs (CD)
 - A Frais de personnel
 - B Frais de voyage et de séjour
 - C Coûts des consommables, fournitures et services généraux (cf. art. 27)
 - D Biens immobiliers
 - E Equipement
 - F Sous-traitance
 - G Conférences et séminaires
 - H Frais spécifiques liés au groupe cible
 - I Autres frais
2. Coûts indirects (pourcentage fixe des CD, défini dans l'AM)
= Coût total éligible (CTE)

Recettes

- 1 Contribution de l'UE
 - 2 Contribution du bénéficiaire final et des partenaires au projet
 - 3 Contribution de tiers
 - 4 Revenus générés par le projet
- = Recettes totales (RT)

Coût total éligible (CTE) = Recettes totales (RT)

Art. 22. Le budget doit être en équilibre : le coût total éligible (CTE) prévisionnel doit être égal aux recettes totales (RT) prévisionnelles.

Art. 23. Le bénéficiaire final peut procéder à des transferts entre les catégories de coûts directs éligibles dans le cadre du budget prévisionnel, sans devoir demander l'autorisation préalable de l'Autorité responsable, à condition que :

1. cette adaptation n'entrave pas la réalisation du projet et la subvention totale demandée n'est pas augmentée, et
2. l'augmentation ne dépasse pas le budget prévisionnel de la catégorie augmentée de plus de 10 % ou cette augmentation ne dépasse pas 5.000 EUR (TVA incluse)

Si l'une des conditions mentionnées ci-dessus n'est pas remplie, l'autorisation préalable de l'Autorité responsable doit être demandée au moyen d'une fiche de modification transmise via l'adresse électronique amif.isf@ibz.eu et le transfert doit être approuvé par l'Autorité responsable.

Si la fiche de modification est introduite après le dépôt du rapport final, elle ne sera pas acceptée.

CHAPITRE 8. — *Coûts directs éligibles*

Art. 24. Dans le cadre du projet, les coûts directs éligibles sont les coûts qui, dans le respect des conditions générales d'éligibilité décrites au chapitre 2, peuvent être identifiés comme des coûts spécifiques.

Art. 25. § 1 Les coûts réels de personnel affecté à la mise en œuvre du projet, sont éligibles pour autant qu'ils correspondent à la politique habituelle du bénéficiaire final en matière de rémunération.

§ 2 Les frais de personnel peuvent également être éligibles s'ils sont calculés au moyen de l'application de barèmes standard de coût unitaire ou de forfaits par unité déterminés au préalable

§ 3 Pour chaque appel à projets, l'Autorité responsable détermine quelle(s) option(s), parmi celles indiquées ci-dessus, peut (peuvent) être appliquée(s) et selon quelles modalités. Pendant l'exécution du projet, l'Autorité responsable peut autoriser de modifier cette option et ses

HOOFDSTUK 6. — *Territoriaal toepassingsgebied*

Art. 20. De Verantwoordelijke Autoriteit kan bij elke projectoproep het territoriaal toepassingsgebied vaststellen.

HOOFDSTUK 7. — *Budget van een project*

Art. 21. Het budget van een project wordt opgesteld volgens de template van de Verantwoordelijke Autoriteit, waarvan de categorieën van kosten de volgende zijn :

Uitgaven

- 1 Directe kosten (DK)
 - A Personeelskosten
 - B Reis - en verblijfskosten
 - C Verbruiksgoederen, benodigdheden en algemene diensten (cfr. art. 27)
 - D Onroerend goed
 - E Uitrusting
 - F Onderaanneming
 - G Conferenties en Seminaries
 - H Specifieke kosten ivm doelgroepen
 - I Overige kosten
2. Indirecte kosten (vast percentage van de DK, bepaald in het MB)
= Totale subsidiabele kosten (TSK)

Ontvangsten

- 1 Bijdrage van de EU
 - 2 Bijdrage van de eindbegunstigde en de partners bij het project
 - 3 Bijdrage van derden
 - 4 Door het project gegenereerde inkomsten
- = Totale ontvangsten (TO)

Totale subsidiabele kosten (TSK) = Totale ontvangsten (TO)

Art. 22. Het budget moet in evenwicht zijn : de totale geraamde subsidiabele kosten (TSK) moeten gelijk zijn aan de totale geraamde ontvangsten (TO).

Art. 23. Binnen het geraamde budget kunnen overdrachten tussen de categorieën van subsidiabele directe kosten gedaan worden door de eindbegunstigde zelf zonder voorafgaandelijke toestemming van de Verantwoordelijke Autoriteit, onder de volgende voorwaarden :

1. deze aanpassing staat de uitvoering van het project niet in de weg en de totale gevraagde toelage wordt niet verhoogd, en
2. de verhoging overschrijdt het geraamde budget van de categorie die verhoogd wordt, met niet meer dan 10 % of met niet meer dan 5000 EUR (inclusief BTW).

Indien niet wordt voldaan aan één van de bovenvermelde voorwaarden moet de toestemming van de Verantwoordelijke Autoriteit voorafgaandelijk gevraagd worden via een wijzigingsfiche ingediend via het elektronische adres amif.isf@ibz.eu en moet de overdracht door de Verantwoordelijke Autoriteit goedgekeurd worden.

Indien de wijzigingsfiche wordt ingediend na afgifte van het eindrapport, dan wordt deze niet aanvaard.

HOOFDSTUK 8. — *Subsidiabele directe kosten*

Art. 24. De subsidiabele directe kosten van het project zijn kosten die, gelet op de onder hoofdstuk 2 vermelde algemene subsidiabiliteitsvoorwaarden, identificeerbaar zijn als specifieke kosten.

Art. 25. § 1 De werkelijke kosten voor personeel dat instaat voor de uitvoering van het project, zijn subsidiabel mits deze kosten het gebruikelijke loonbeleid van de eindbegunstigde weerspiegelen.

§ 2 Personeelskosten kunnen eveneens subsidiabel zijn wanneer zij berekend worden aan de hand van standaardschalen van eenheidskosten of een vooraf bepaald forfait per eenheid

§ 3 De Verantwoordelijke Autoriteit bepaalt bij elke projectoproep welke van bovenstaande optie(s) toegepast mogen worden en met welke modaliteiten. Tijdens de uitvoering van het project kan dit nog gebeuren via een door de eindbegunstigde ingediende wijzigingsfiche

modalités à condition que le bénéficiaire final en fasse la demande au préalable via une fiche de modification transmise via l'adresse électronique amif.isf@ibz.eu.

§ 4 Lors de la sélection des projets, des frais de personnel maximum peuvent être déterminés ; au-delà de cette limite, aucun frais de personnel ne sera accepté.

§ 5 Les frais de personnel doivent être détaillés dans le budget, en indiquant les fonctions et le nombre d'effectifs, de préférence nominativement.

Art. 26. § 1 Les frais de voyage et de séjour sont éligibles comme coûts directs pour le personnel affecté à la mise en œuvre du projet et pour les autres personnes qui participent aux activités du projet et qui doivent voyager pour la mise en œuvre du projet.

§ 2 Les frais de voyage et de séjour dans le cadre de séminaires et conférences organisés par le bénéficiaire final ou par l'un de ses partenaires doivent être catalogués sous la rubrique 'conférences et séminaires'.

§ 3 Les frais de voyage sont éligibles sur la base des coûts réels supportés. Les taux de remboursement sont fondés sur le moyen de transport en commun le moins cher (2e classe pour les transports en commun et classe économique pour les voyages en avion), sauf si une motivation suffisante est présentée et acceptée en raison des conditions spécifiques de voyage. En principe, les voyages en avion ne sont autorisés que pour les voyages de plus de 800 kilomètres (aller et retour), sauf lorsqu'ils peuvent être justifiés et motivés par la destination géographique. Lorsqu'un autre moyen de transport est utilisé (comme la voiture ou le vélo), soit les frais sont calculés sur la base de la réglementation en vigueur applicable à l'organisation et/ou des règles internes, et, en l'absence de règles sur la base de la pratique habituelle de l'organisation, soit le remboursement est effectué sur la base du coût des transports en commun.

§ 4 a) Les frais de séjour peuvent être éligibles sur la base des coûts réels. Si la réglementation en vigueur applicable à l'organisation ou les règles internes, et, en l'absence de règles, la pratique habituelle de l'organisation qui exécute le projet prévoient l'utilisation d'une indemnité journalière ou de logement, celles-ci peuvent être appliquées également.

- b) Les frais doivent être justifiés sur la base de la réglementation en vigueur applicable à l'organisation ou des règles internes, et, en l'absence de règles, la pratique habituelle de l'organisation qui met en œuvre le projet. Toutefois, si l'on opte pour une indemnité journalière, la personne qui perçoit l'indemnité doit pouvoir prouver sa présence sur place. Si l'on opte pour une indemnité de logement, la personne qui perçoit l'indemnité doit pouvoir prouver qu'elle a logé sur place.
- c) L'Autorité responsable peut lors de chaque appel à projets déterminer laquelle des dispositions ci-dessus peut être appliquée et/ou selon quelles modalités. Les dispositions arrêtées lors d'un appel à projets priment toujours.
- d) Le montant maximal des indemnités sera déterminé par l'une des options suivantes, selon le cas :

1. le montant maximal des indemnités est fixé par l'Arrêté ministériel portant l'établissement d'indemnités de séjour octroyées aux représentants et aux fonctionnaires dépendant du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement qui se rendent à l'étranger ou qui siègent dans des commissions internationales, publié chaque année. Les personnes qui participent aux activités du projet sont assimilées à la catégorie 1 de l'Arrêté ministériel susmentionné, à l'exception des personnes installées dans le pays où l'activité a lieu qui sont assimilées à la catégorie 2 de l'Arrêté ministériel susmentionné.

Le montant maximal de l'indemnité de séjour applicable à un séjour en Belgique correspond au montant maximum prévu selon les règles fixées par la Commission européenne, DG International Cooperation and Development.

2. Le montant maximal des indemnités correspond aux montants fixés par la Commission européenne, DG International Cooperation and Development.
3. La première option sera appliquée comme option standard. L'application de la deuxième option sera déterminée par l'Autorité responsable dans l'appel à projets correspondant.

via het elektronische adres amif.isf@ibz.eu, mits goedkeuring vanwege de Verantwoordelijke Autoriteit.

§ 4 Bij de selectie van projecten kan een maximum personeelskost bepaald worden; boven deze grens zullen geen personeelskosten aanvaard worden.

§ 5 Personeelskosten moeten nader gedetailleerd worden in het budget waarbij de functies en het aantal personeelsleden, bij voorkeur bij naam, worden vermeld.

Art. 26. § 1 Reis- en verblijfskosten zijn subsidiabel als directe kosten voor het personeel dat instaat voor de uitvoering van het project, en voor andere personen die deelnemen aan de activiteiten van het project en die voor de uitvoering van het project noodzakelijk moeten reizen.

§ 2 Reis- en verblijfskosten in het kader van seminaries en conferenties door de eindbegunstigde of haar partner(s) georganiseerd, dienen te worden gecatalogeerd onder de rubriek 'conferenties en seminaries'.

§ 3 Reiskosten komen in aanmerking op grond van de werkelijk gemaakte kosten. De terugbetaling moet gebaseerd zijn op de goedkoopste vorm van vervoer (2de klasse voor openbaar vervoer en economy class voor vliegtuigreizen), tenzij een afdoende motivatie geleverd en aanvaard wordt ten gevolge van specifieke reisomstandigheden. Vliegtuigreizen zijn in de regel pas toegelaten voor reizen van meer dan 800 km heen en terug, behalve indien luchtvervoer gezien de plaats van bestemming gerechtvaardigd en gemotiveerd is. Wanneer er gebruik wordt gemaakt van een ander vervoersmiddel (zoals wagen of fiets), dient de kost te worden bewezen op basis van de vigerende regelgeving van de organisatie en/of interne regels, en bij ontstentenis de gebruikelijke praktijk binnen de organisatie of kan deze vergoed worden op basis van de kosten voor openbaar vervoer.

§ 4 a) Verblijfskosten kunnen in aanmerking komen op grond van reële kosten. Indien de vigerende regelgeving van de organisatie of interne regels en bij ontstentenis de gebruikelijke praktijk binnen de organisatie die het project uitvoert het gebruik van dag- en/of nachtvergoedingen voorziet, mogen die eveneens toegepast worden.

- b) De kosten dienen te worden bewezen op basis van de vigerende regelgeving van de organisatie of interne regels en bij ontstentenis de gebruikelijke praktijk van de organisatie die het project uitvoert, maar wanneer er wordt geopteerd voor een dagvergoeding dan dient de persoon die de vergoeding ontvangt minstens te staven dat hij/zij ter plaatse was. In het geval van een nachtvergoeding dient hij/zij minstens te staven dat hij/zij die nacht ter plaatse verbleef.
- c) De Verantwoordelijke Autoriteit kan bij elke projectoproep bepalen welke van bovenstaande optie(s) toegepast mogen worden en/of met welke modaliteiten. Bepalingen in een projectoproep genieten steeds voorrang.
- d) Als maximale vergoeding zal, naargelang het geval, één van de volgende opties toegepast worden :

1. als maximale vergoeding gelden de bedragen vastgesteld in het Ministerieel Besluit houdende vaststelling van verblijfsvergoedingen toegekend aan afgevaardigden en ambtenaren afhankelijk van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking die zich in officiële opdracht naar het buitenland begeven of zetelen in internationale commissies, dat jaarlijks wordt gepubliceerd. Personen die deelnemen aan activiteiten van het project worden gelijkgesteld aan categorie 1 van dit Ministerieel Besluit. Een uitzondering hierop vormen de personen dewelke gehuisvest zijn in het land waar de activiteit plaatsvindt; zij worden gelijkgesteld aan categorie 2 van dit Ministerieel Besluit.

Als maximale verblijfsvergoedingen van toepassing op verblijf in België is het bedrag geldig zoals vastgesteld volgens de Europese Commissie, DG International Cooperation and Development

2. Als maximale vergoeding gelden de bedragen vastgesteld volgens de Europese Commissie, DG International Cooperation and Development.
3. De eerste optie zal als standaard optie worden toegepast. Wanneer de tweede optie moet gebruikt worden zal dit door de Verantwoordelijke Autoriteit bepaald worden in de desbetreffende projectoproep.

Art. 27. § 1 Les coûts des consommables, fournitures et services généraux sont éligibles s'ils sont identifiables et directement nécessaires à la réalisation du projet.

§ 2 Ces coûts doivent être budgétisés. La décision finale quant à leur éligibilité appartient aux organes de contrôle compétents en la matière.

Art. 28. Tant à l'achat que lors de la construction ou de la rénovation et de la location, les biens immobiliers doivent répondre aux caractéristiques techniques requises pour le projet et être conformes aux normes et standards applicables.

Art. 29. § 1 Lorsque l'acquisition de biens immobiliers est nécessaire à la réalisation du projet et est manifestement liée à ses objectifs, l'achat de tels biens, c'est-à-dire d'immeubles construits ou la construction de biens immobiliers, est éligible aux conditions indiquées ci-dessous :

a) Formalités

Une attestation doit être obtenue auprès d'un expert immobilier indépendant ou d'un organisme officiel agréé, confirmant que le prix d'achat n'est pas supérieur à la valeur marchande. En outre, cette attestation doit soit certifier que le bien immobilier est conforme à la législation nationale, soit préciser les aspects qui ne sont pas conformes et dont la rectification est prévue par le bénéficiaire final dans le cadre du projet ;

b) Financement

Les biens immobiliers ne peuvent pas être déjà achetés avec une autre subvention de l'Union européenne ;

c) Affectation

Les biens immobiliers affectés au projet doivent être utilisés exclusivement aux fins énoncées dans le projet ; seule est éligible la part de l'achat du bien immobilier correspondant à une utilisation effective au bénéfice du projet ;

d) Montant à prendre en considération

Seule la part d'amortissement correspondant à la durée d'utilisation pendant la durée du projet au taux réel d'utilisation pour le projet et qui n'a pas déjà été acté est éligible. L'amortissement est calculé linéairement dans les règles comptables nationales applicables au bénéficiaire final ;

e) Exception

Par dérogation au point d), le coût d'achat total ou partiel peut être accepté après approbation pendant le processus de sélection et aux conditions établies par l'Autorité responsable si une demande dûment motivée lui est adressée.

§ 2 Si la condition du § 1 c) est remplie, le coût total de travaux de réhabilitation, de rénovation ou de modernisation de bâtiments est éligible jusqu'à concurrence de 100.000 EUR par bâtiment, à moins que l'Autorité responsable n'ait déterminé des dispositions différentes dans l'appel à projets. Au-delà de ce seuil, le § 1 d) s'applique.

Art. 30. La location de biens immobiliers est éligible pour des subsides européens si elle a un lien direct avec les objectifs du projet concerné, dans le respect des conditions énoncées ci-dessous :

a) les biens immobiliers n'ont pas été achetés grâce à une subvention de l'Union européenne ;

ils ne sont utilisés que pour la réalisation du projet ; dans le cas d'une utilisation partielle du bien immobilier, seuls les coûts correspondant à la partie utilisée pour le projet sont éligibles.

Art. 31. § 1 Les coûts liés à l'acquisition d'équipements ne sont éligibles que s'ils sont clairement identifiables et nécessaires à la réalisation du projet. Les équipements doivent avoir les propriétés techniques nécessaires pour la réalisation du projet et être conformes aux normes et standards applicables.

§ 2 Le choix entre crédit-bail, location ou achat doit en principe toujours reposer sur la solution la moins chère. Toutefois, si le bénéficiaire final peut justifier la raison pour laquelle le choix de l'option la moins chère n'est pas opportun, une exception peut être autorisée par l'Autorité responsable. Si le crédit-bail ou la location n'est pas possible en raison de la durée du projet, de la rapide dépréciation de la valeur de l'équipement ou d'autres motifs, les coûts liés à l'achat peuvent être éligibles. Il appartient à l'Autorité responsable de prendre une décision sur ce point.

Art. 27. § 1 De kosten van verbruiksgoederen, behoeftigheden en algemene diensten zijn subsidiabel op voorwaarde dat zij identificeerbaar en direct noodzakelijk zijn voor de tenuitvoerlegging van het project.

§ 2 Deze kosten dienen begroot te worden in het budget. De eindbeslissing over de subsidiabiliteit van deze kosten komt toe aan de controle-organen hiervoor bevoegd.

Art. 28. Zowel bij de aankoop als bij de bouw of de renovatie en de huur dient onroerend goed te beantwoorden aan de technische kenmerken die noodzakelijk zijn voor het project en aan de geldende normen en standaarden.

Art. 29. § 1 Wanneer de aankoop van onroerend goed noodzakelijk is voor de uitvoering van het project en er een duidelijk verband bestaat met de doelstellingen ervan, is de aankoop van onroerend goed, dat wil zeggen reeds opgetrokken gebouwen of de bouw van onroerend goed, subsidiabel, en wel onder de hieronder uiteengezette voorwaarden :

a) Formaliteiten

Er moet een bewijs worden afgegeven door een onafhankelijke gekwalificeerde taxateur of een daartoe erkend officieel orgaan waaruit blijkt dat de prijs de marktwaarde niet overschrijft. Bovendien verklaart dit bewijs ofwel dat het onroerend goed in overeenstemming is met de nationale voorschriften, ofwel geeft het de punten aan die niet conform zijn en waarvan de rectificatie door de eindbegunstigde is gepland in het kader van het project ;

b) Financiering

Het onroerend goed mag niet reeds met een andere subsidie van de Europese Unie zijn aangekocht ;

c) Affectatie

Het onroerend goed mag alleen worden gebruikt voor het doel van het project; alleen het deel van de aankoop van het onroerend goed dat daadwerkelijk voor het project wordt gebruikt, is subsidiabel ;

d) In aanmerking te nemen bedrag

Alleen het deel van de afschrijvingen dat overeenstemt met de duur van het gebruik tijdens het project, met de mate waarin zij daadwerkelijk voor het project worden gebruikt en dat nog niet eerder afgeschreven werd, is subsidiabel ; de afschrijvingen worden lineair berekend binnen de nationale boekhoudvoorschriften die betrekking hebben op de eindbegunstigde ;

e) Uitzondering

In de plaats van afschrijvingen kan, mits grondige motivatie, de volledige of gedeeltelijke aankoopkost worden aanvaard na goedkeuring tijdens het selectieproces en volgens de voorwaarden opgesteld door de Verantwoordelijke Autoriteit.

§ 2 Mits is voldaan aan de voorwaarde van punt c) in § 1 zijn de volledige kosten van de herinrichting, modernisering of renovatie van gebouwen subsidiabel tot een maximumbedrag van 100.000 EUR per gebouw, tenzij anders bepaald door de Verantwoordelijke Autoriteit in de projectoproep. Boven deze drempel is § 1 d) van toepassing.

Art. 30. De huur van onroerend goed komt voor Europese subsidie in aanmerking wanneer er een duidelijk verband bestaat tussen de huur en de doelstellingen van het betrokken project, en wel onder de hieronder uiteengezette voorwaarden :

a) het onroerend goed mag niet zijn aangekocht via een subsidie van de Europese Unie ;

het onroerend goed mag alleen worden gebruikt voor de uitvoering van het project ; in geval van gedeeltelijk gebruik van het onroerend goed, zijn enkel de kosten die betrekking hebben op het voor het project gebruikte deel subsidiabel.

Art. 31. § 1 De kosten die betrekking hebben op de aanschaf van uitrusting zijn alleen subsidiabel indien zij duidelijk identificeerbaar zijn en noodzakelijk zijn voor de uitvoering van het project. De technische eigenschappen van het materieel moeten in overeenstemming zijn met de eisen van het project en met de geldende normen en standaarden.

§ 2 De keuze tussen leasing, huur of koop moet in principe altijd zijn gebaseerd op de goedkoopste optie. Mits de eindbegunstigde kan motiveren waarom de goedkoopste optie niet de meest geschikte was, dan kan hierop door de Verantwoordelijke Autoriteit een uitzondering worden toegestaan. Indien leasing of huur niet mogelijk is wegens de duur van het project, de snelle waardevermindering of andere redenen, kunnen aankoopkosten in aanmerking komen. De beslissing hierover komt toe aan de Verantwoordelijke Autoriteit.

Art. 32. Les dépenses relatives à la location et au crédit-bail sont éligibles suivant les règles et pratiques en vigueur dans l'Etat où le contrat a été conclu et en fonction de la durée de location ou de crédit-bail nécessaire au projet.

Art. 33. § 1 Les coûts pour les équipements achetés pendant le projet ne sont éligibles que sur la base d'amortissements.

§ 2 Par dérogation au § 1, le prix d'achat total ou partiel est éligible :

- s'il est d'une valeur inférieure à 5.000 EUR (par unité d'équipement achetée) et que l'équipement a été acheté au plus tard trois mois avant la fin du projet, ou
- si la justification fournie pour l'acceptation du prix d'achat total ou partiel a été préalablement approuvée par l'Autorité responsable.

§ 3 Si les équipements sont achetés pendant la durée du projet, il doit être précisé dans le budget si le total des coûts est comptabilisé ou si seule la part d'amortissement des équipements correspondant à la durée de leur utilisation pour le projet et au taux réel d'utilisation pour les besoins du projet est utilisée. Le calcul de l'amortissement doit se faire conformément aux règles nationales en vigueur.

§ 4 Les équipements achetés avant le démarrage du projet mais utilisés pour celui-ci sont éligibles sur la base d'un amortissement non déjà acté pour la durée de leur utilisation pour le projet et au taux réel d'utilisation pour celui-ci. Ces coûts sont toutefois inéligibles si, au départ, les équipements ont été achetés grâce à une subvention de l'Union européenne.

Art. 34. § 1 Le sous-traitant est un tiers contractant qui exécute une partie spécifique du projet pour un prix déterminé.

§ 2 Les dépenses relatives aux contrats de sous-traitance sont éligibles à l'exception des contrats de sous-traitance, conclus avec des intermédiaires ou des consultants, où le paiement est défini en pourcentage du coût total du projet, à moins qu'un tel paiement ne soit justifié par le bénéficiaire final par la valeur ajoutée réelle des travaux ou des services fournis pour le projet.

§ 3 Le bénéficiaire final demeure responsable de l'exécution de l'ensemble du projet et reste l'unique point de contact pour l'Autorité responsable.

Art. 35. Les dépenses réalisées par le bénéficiaire final ou des partenaires dans le cadre de l'organisation de conférences et séminaires (y compris les dépenses pour les participants) sont des coûts éligibles. Les règles décrites à l'art. 26 « frais de voyage et de séjour » sont également applicables à cette catégorie.

Art. 36. § 1 Les frais liés au groupe cible sont éligibles à l'exception des frais de personnel de ce groupe. Selon le cas, l'une de deux options suivantes sera appliquée :

- a) Option coûts réels : s'applique uniquement pour le fonds FAMI. Les dépenses réalisées par le bénéficiaire final pour le groupe cible ainsi que les remboursements par le bénéficiaire final des dépenses effectuées par le groupe cible sont éligibles si les deux conditions suivantes sont réunies :
 - le bénéficiaire final conserve les informations et justificatifs nécessaires attestant que les personnes qui reçoivent cette aide relèvent du groupe cible visé par le Règlement (UE) n° 516/2014, et
 - le bénéficiaire final conserve les justificatifs de l'aide apportée (tels que les factures et reçus) afin d'attester que les personnes ont bien reçu cette aide.
- b) Option coûts standard : s'applique aux fonds FAMI et FSI. Sont éligibles les montants forfaitaires établis au préalable,

§ 2 Il appartient à l'Autorité responsable de déterminer lors de l'appel à projets si l'option coûts réels ou l'option coûts standard s'applique et selon quelles modalités. Pendant l'exécution du projet, l'Autorité responsable peut autoriser de modifier cette option et ses modalités à condition que le bénéficiaire final en fasse la demande au préalable via une fiche de modification transmise via l'adresse électronique amif.isf@ibz.eu.

§ 3 Les coûts qui consistent en petites récompenses incitatives et qui sont réalisés pour encourager la participation du groupe cible à certaines activités (telles que formations, enquêtes, études, ...) sont

Art. 32. Uitgaven in verband met huur- en leasingverrichtingen zijn subsidiabel afhankelijk van de in het land waar het contract werd afgesloten vastgestelde voorschriften, praktijken en de duur van de huur of de leasing voor het project.

Art. 33. § 1 Aankoopkosten van uitrusting aangekocht tijdens de levensduur van het project, zijn enkel subsidiabel op basis van afschrijvingen.

§ 2 In afwijking van § 1, zijn de volledige of gedeeltelijke aankoopkosten subsidiabel :

- indien zij minder dan 5.000 EUR (per aangekocht item) bedragen en de aankoop ten laatste 3 maanden voor het einde van het project heeft plaatsgevonden, of
- indien de motivatie voor het aanvaarden van de volledige of gedeeltelijke aankoopkost voorafgaandelijk door de Verantwoordelijke Autoriteit wordt goedgekeurd.

§ 3 Wanneer materieel wordt aangekocht tijdens de levensduur van het project, moet in het budget worden gespecificeerd of de volledige kosten zijn opgenomen, of alleen dat deel van de afschrijvingen van het materieel dat overeenstemt met de duur van het gebruik voor het project en met de mate waarin het daadwerkelijk voor het project wordt gebruikt. De afschrijvingen worden berekend overeenkomstig de geldende nationale voorschriften.

§ 4 Materieel dat vóór de aanvang van het project werd aangekocht, maar dat wordt gebruikt voor het project, is subsidiabel op grond van niet eerder gedane afschrijvingen voor de duur van het gebruik voor het project en in de mate waarin het daadwerkelijk voor het project wordt gebruikt. Deze kosten zijn echter niet subsidiabel wanneer de aankoopkost van het materieel oorspronkelijk werd gefinancierd via een subsidie van de Europese Unie.

Art. 34. § 1 Een onderaannemer is een contracterende derde partij die een welbepaald onderdeel van het project uitvoert tegen een vastgestelde prijs.

§ 2 Uitgaven betreffende onderaannemingscontracten zijn subsidiabel, behalve onderaannemingscontracten met tussenpersonen of consultants waarin het te betalen bedrag is uitgedrukt als een percentage van de totale kostprijs van het project, tenzij de gegrondheid van een dergelijke betalingswijze door de eindbegunstigde wordt bewezen aan de hand van de daadwerkelijke meerwaarde van het verrichte werk of de verleende diensten voor het project.

§ 3 De eindbegunstigde blijft verantwoordelijk voor de uitvoer van het gehele project en blijft het enige contactpunt voor de Verantwoordelijke Autoriteit.

Art. 35. Uitgaven gedaan door de eindbegunstigde of partners (inclusief uitgaven voor deelnemers) voor de organisatie van conferenties en seminars komen in aanmerking als subsidiabele kosten. De regels beschreven onder art.26 "reis-en verblijfkosten" zijn eveneens van toepassing op deze categorie.

Art. 36. § 1 Kosten gelinkt aan de doelgroep zijn subsidiabel, uitgezonderd de personeelskost van de doelgroep zelf. Naargelang het geval zal één van de volgende opties toegepast worden :

- a) Optie reële kosten : deze optie is enkel van toepassing voor het fonds AMIF. De door de eindbegunstigde gedane uitgaven voor de doelgroep evenals de terugbetalingen door de eindbegunstigde van de door de doelgroep gedane uitgaven, zijn subsidiabel indien aan de volgende voorwaarden is voldaan :
 - de eindbegunstigde bewaart de nodige informatie en bewijsstukken die aantonen dat de personen die die bijstand ontvangen, overeenstemmen met de doelgroep bedoeld in de Verordening (EU) No 516/2014;
 - de eindbegunstigde bewaart de bewijsstukken van de geleverde bijstand (zoals facturen en ontvangstbewijzen) ten einde aan te tonen dat deze personen bedoelde bijstand hebben gekregen.
- b) Optie standaardkosten : deze optie is toepasselijk voor zowel het fonds AMIF als het fonds ISF. Subsidiabel zijn de vooraf vastgestelde forfaitaire bedragen

§ 2 Het is aan de Verantwoordelijke Autoriteit om te bepalen in de projectoproep of de optie reële kosten dan wel standaardkosten word(en)t toegepast en met welke modaliteiten. Tijdens de uitvoering van het project kan dit nog gebeuren via een door de eindbegunstigde ingediende wijzigingsfiche via het elektronische adres amif.isf@ibz.eu, mits goedkeuring vanwege de Verantwoordelijke Autoriteit.

§ 3 Kosten van kleine incentives om de doelgroep aan te moedigen tot deelname aan bepaalde activiteiten (zoals vormingen, enquêtes, studies,...) zijn subsidiabel op voorwaarde dat de verantwoording ervan

éligibles à condition que la justification fournie au préalable ait été acceptée par l'Autorité responsable. Le montant maximum autorisé est limité à un total de 25.000 euros par projet. Le bénéficiaire final conserve une liste des personnes (qui apposent leur signature pour réception), ainsi que la date et le lieu de réception, et assure un suivi adéquat afin d'éviter tout double financement ou détournement de fonds.

Art. 37. § 1 Les coûts nécessaires au respect des obligations liées au financement de l'UE, telles que la publicité, la transparence, l'évaluation du projet, les audits externes, les garanties bancaires, les traductions, etc., sont des coûts directs éligibles.

§ 2 Les honoraires de conseil juridique, les frais de notaire et le coût des experts techniques ou financiers sont éligibles pour autant qu'ils soient clairement identifiables et directement imputables au projet.

CHAPITRE 9. — Coûts indirects éligibles

Art. 38. Les coûts indirects éligibles du projet sont les coûts qui, tenant compte des conditions d'éligibilité énoncées au chapitre 8, ne peuvent pas être qualifiés de coûts spécifiques directement liés à la réalisation du projet.

Art. 39. § 1 Par dérogation au chapitre 8 et aux articles 14 et 15, les coûts indirects exposés dans le cadre de la réalisation du projet peuvent être éligibles au maximum à concurrence du pourcentage fixe inclus dans le budget.

§ 2 Les coûts indirects maximaux autorisés dans un budget du projet représentent, soit 7 % du total des coûts directs éligibles, soit 15 % du total des coûts directs éligibles des frais de personnel d'un projet. L'Autorité responsable peut imposer une des deux options dans un appel.

CHAPITRE 10. — Dépenses inéligibles

Art. 40. Les coûts suivants ne sont pas éligibles :

- la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), sauf lorsqu'elle n'est pas récupérable au titre du droit national relatif à la TVA ;
- les dettes et les charges liées aux dettes, les intérêts à payer sur les dettes ;
- l'achat de terrains non bâtis ;
- l'achat de terrains bâtis, même lorsque le terrain est nécessaire à la mise en œuvre du projet, si le montant est supérieur à 10 % des dépenses totales éligibles du projet concerné ;
- les amendes et les pénalités financières, les coûts déclarés par le bénéficiaire final et pris en charge dans le cadre d'un autre projet ou programme de travail bénéficiant d'une subvention de l'Union européenne ;
- l'échange de services.

voorafgaandelijk door de Verantwoordelijke Autoriteit werd aanvaard. Het maximum totaalbedrag is beperkt tot 25.000 euro per project. De eindbegunstigde houdt een lijst bij van de personen (die handtekenen voor ontvangst), het tijdstip en de plaats van ontvangst en zorgt voor een degelijke opvolging teneinde elke dubbele financiering of misbruik van middelen te vermijden.

Art. 37. § 1 Kosten die nodig zijn om aan de vereisten in verband met EU-financiering te voldoen, zoals publiciteit, transparantie, evaluatie van het project, externe audit, bankgaranties, vertaalkosten enz., zijn subsidiabel als directe kosten.

§ 2 Kosten voor juridisch advies, notariskosten, kosten voor technische of financiële expertise zijn subsidiabel voor zover ze duidelijk identificeerbaar en direct toewijsbaar zijn aan het project

HOOFDSTUK 9. — Subsidiabele indirecte kosten

Art. 38. De subsidiabele indirecte kosten van het project zijn de kosten die, met inachtneming van de subsidiabiliteitsvoorwaarden als beschreven in hoofdstuk 8, niet kunnen worden aangewezen als specifieke kosten van het project die rechtstreeks verband houden met de uitvoering ervan.

Art. 39. § 1 Bij wijze van uitzondering op hoofdstuk 8 en op de artikels 14 en 15, kunnen de indirecte kosten voor de uitvoering van het project voor subsidiëring in aanmerking komen ten belope van maximaal het vast percentage opgenomen in het budget

§ 2 De maximaal toegelaten indirecte kosten binnen een projectbudget bedragen hetzij 7 % van het totaal van de directe subsidiabele kosten, hetzij 15 % van het totaal van de directe personeelskosten van een project. De Verantwoordelijke Autoriteit kan een van beide opties opleggen in een oproep.

HOOFDSTUK 10. — niet-subsidiabele uitgaven

Art. 40. De volgende uitgaven zijn niet subsidiabel :

- belasting over de toegevoegde waarde (BTW), tenzij deze door de eindbegunstigde niet terugvorderbaar is krachtens het nationale recht inzake BTW ;
- schulden en kosten verbonden aan schulden, te betalen rente op schulden ;
- de aankoop van onbebouwde grond ;
- de aankoop van bebouwde grond, zelfs wanneer de grond noodzakelijk is voor de uitvoering van het project, wanneer dat bedrag meer dan 10 % van de totale subsidiabele uitgaven van het betrokken project uitmaakt ;
- boetes en financiële sancties, kosten die reeds door de eindbegunstigde zijn gedeclareerd en in aanmerking genomen in het kader van een ander door de Europese Unie gesubsidieerd project of werkprogramma ;
- uitwisseling van diensten

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines

*Publications prescrites par l'article 770
du Code civil*

[2017/55471]

Succession en déshérence de Vangestel, Francisca Eduarda Elisabetha

Mme Vangestel, Francisca Eduarda Elisabetha, née à Geel le 1 juin 1930, fille de M. Vangestel, Eduardus et Mme Ooms, Maria Victoria Lucia, veuve de M. Buscops, Ludovicus, domiciliée à 2440 Geel, Kameinestraat 18, et décédée à Geel le 15 février 2014, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale - Services patrimoniaux à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Bruxelles a, par ordonnance du 23 février 2017, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Bruxelles, le 10 mars 2017.

L'administrateur des Services patrimoniaux,
Jungers, Dominique

(55471)

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

Administratie van het kadaster, registratie en domeinen

*Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770
van het Burgerlijk Wetboek*

[2017/55471]

Erfloze nalatenschap van Vangestel, Francisca Eduarda Elisabetha

Mevr. Vangestel, Francisca Eduarda Elisabetha, geboren te Geel op 1 juni 1930, dochter van Vangestel, Eduardus en Ooms, Maria Victoria Lucia, weduwe van de heer Buscops, Ludovicus, wonende te 2440 Geel, Kameinestraat 18, en overleden te Geel op 15 februari 2014, zonder gekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie - Patrimoniumdiensten, om namens de Staat, de inbezitting te bekomen van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Brussel, bij bevelschrift van 23 februari 2017, de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Brussel, 10 maart 2017.

De administrateur van de Patrimoniumdiensten,
Jungers, Dominique

(55471)